

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
80	61	19

N° de la séance : 12

Objet de la délibération : Assainissement -
Travaux de recalibrage du MALVAN à
Cagnes-sur-Mer - Convention de
délégation de maîtrise d'ouvrage au
SMIAGE

<div><div><div>Original</div><div>Expédition certifiée conforme à l'original</div></div><div>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</div><div>Stéphane PINTRE</div></div>

N° Enregistrement : CC.2021.012

Date de la convocation :
Le 16/02/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage - 3 MARS 2021
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du - 3 MARS 2021

Pour le Président,
La Directrice des Affaires Générales, du
Juridique et du Contentieux


Laurence MALHERBE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 22 février 2021

L'an deux mil vingt et un et le 22 février à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux Espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de février, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Monique GAGEAN, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Claire BAES, Laurence HARTMANN, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

François WYSZKOWSKI à Eric MELE, René TRASTOUR à Alexis ARGENTI, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Jacques GENTE à Anne-Marie BOUSQUET, Marie-Rose BENASSAYAG à Thérèse DARTOIS, Geneviève PIERRAT à Frédéric POMA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Françoise THOMEL à Yves DAHAN, Nathalie DEPETRIS à Simone TORRES-FORET DODELIN, Elisabeth DEBORDE à Joseph CESARO, Olivia LEVINGSTON à Emmanuel DELMOTTE, Marc BORIOSI à Jean-Bernard MION, Isabelle GARCIA à Gérald LOMBARDO

ABSENTS :

Denis FERRER, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA, Céline LAMBIN

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur CESARO,

Dans le cadre de l'amélioration de la protection des biens et des personnes vis-à-vis du risque d'inondation du bassin versant de la Cagne, un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) est en cours. La stratégie de réduction du risque d'inondation qui a été définie dans ce cadre, comporte à la fois des opérations de restauration capacitaire des cours d'eau dans les zones à enjeux et des opérations de ralentissement dynamique en amont.

Parmi les opérations prévues dans le cadre du PAPI, le projet de restauration capacitaire du Malvan jugé comme prioritaire, regroupe une série d'interventions visant à homogénéiser la capacité hydraulique de son lit mineur et à limiter les débordements. Parmi ces interventions, se trouve l'élargissement de l'ouvrage situé sous les rues Hélène Boucher et Garigliano dans le centre urbain de Cagnes-sur-Mer, et de porter sa capacité de 51 m³/s à 85 m³/s.

Cette opération située dans l'emprise du projet du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) a fait l'objet d'un avis délibéré de l'autorité environnementale N°2018-45 et a été adopté lors de la séance du 25 juillet 2018. Le recalibrage du Malvan constitue une condition incontournable du projet de restructuration des voiries dans ce secteur car l'ensemble des réseaux pluviaux y sont connectés (mesure compensatoire du projet PEM).

Afin de mener à bien ces projets situés en zone urbaine très dense et compte tenu de la présence de nombreux réseaux implantés sous le domaine public, des dévoiements doivent être entrepris par les concessionnaires. L'interaction avec le projet du PEM impose de mutualiser ces aménagements avec les travaux de restauration capacitaire du Malvan afin d'optimiser les coûts.

A ce titre, la C.A.S.A. a été consultée afin de prendre à sa charge le dévoiement des ouvrages de collecte des eaux usées de la rue Hélène Boucher, ainsi que leur rénovation le cas échéant.

Considérant l'intérêt pour la C.A.S.A. que le SMIAGE réalise, à l'occasion de son opération, des travaux de dévoiement et de rénovation des réseaux publics d'eaux usées dont elle a la gestion dans l'emprise des zones d'intervention, et compte tenu d'un planning général complexe, il apparaît nécessaire que la C.A.S.A. délègue au SMIAGE Maralpin sa maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'assainissement.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2422-1 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage peut confier, par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage à un mandataire, l'exercice en son nom et pour son compte, de tout ou partie de ses attributions.

Conformément à l'article 3 des statuts du SMIAGE, modifiés en comité syndical le 11 avril 2019, le SMIAGE est habilité à effectuer des prestations de service pour le compte de la C.A.S.A. Dans le cadre de la loi MOP n° 85-704 du 12 juillet 1985, le SMIAGE délégataire et la collectivité délégante doivent établir une convention de mandat définissant l'intitulé du projet de travaux, l'enveloppe financière et les modalités de la délégation.

La participation financière de la C.A.S.A. au titre du dévoiement et de la rénovation des réseaux publics d'assainissement d'eaux usées dont elle assure la gestion est évaluée à 276 900 € TTC.

Ces différents éléments sont définis dans le projet de convention joint à la délibération.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le SMIAGE, pour les travaux d'assainissement réalisées dans le cadre de l'opération de restauration capacitaire du Malvan à Cagnes-sur-Mer, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver la participation financière prévisionnelle de la C.A.S.A. d'un montant de 276 900 € TTC, prévue au Budget régie Assainissement de l'exercice 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et le SMIAGE, pour les travaux d'assainissement réalisées dans le cadre de l'opération de restauration capacitaire du Malvan à Cagnes-sur-Mer, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver la participation financière prévisionnelle de la C.A.S.A. d'un montant de 276 900 € TTC, prévue au Budget régie Assainissement de l'exercice 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes afférents à son exécution.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 22 février 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

CONTRAT DE DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE
POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX DE DEVOIEMENT DES RESEAUX COMMUNAUTAIRE
NECESSAIRES A LA RESTAURATION
CAPACITAIRE DU MALVAN

COMMUNE DE CAGNES SUR MER

Entre

- La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis**, Maître de l'ouvrage, représentée par son Président, Monsieur Jean LEONETTI agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Conseil communautaire en date du 22 février 2021, d'une part,

Ci-après dénommée « **la C.A.S.A.** »

- Le **Syndicat Mixte pour les Inondations, l'Aménagement et la Gestion des Eaux**, Mandataire, représenté par son Président, Monsieur Charles Ange GINESY, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Conseil syndical en date du 10 septembre 2020, d'autre part.

Ci-après dénommée « **le SMIAGE** »

PREAMBULE

Le bassin versant de la Cagne, qui s'étend sur 8 communes (Coursegoules, Bézaudun-les-Alpes, Vence, Saint-Jeannet, La Gaude, Saint-Paul de Vence, La Colle sur Loup et Cagnes sur Mer), est soumis à de fréquentes inondations qui touchent notamment des secteurs urbanisés.

Pour améliorer la protection des biens et des personnes vis-à-vis de ce risque, un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) est en cours. La stratégie de réduction du risque d'inondation qui a été définie dans ce cadre comporte à la fois des opérations de restauration capacitaire des cours d'eau dans les zones à enjeux, notamment le centre urbain de Cagnes sur Mer, et des opérations de ralentissement dynamique en amont.

Parmi les opérations prévues dans le cadre du PAPI, le projet de restauration capacitaire du Malvan (action 7.2) est jugé comme prioritaire et regroupe une série d'interventions visant à homogénéiser la capacité hydraulique de son lit mineur et à limiter les débordements.

La Métropole Nice Côte d'Azur, au travers du contrat territorial signé en date du 16 janvier 2018, a confié au SMIAGE Maralpin sa maîtrise d'ouvrage afin de se prémunir des risques d'inondations et de permettre l'aménagement et la gestion des eaux.

Conformément aux actions à mener sur le Malvan imposées par le PPRI, il a été décidé d'élargir l'ouvrage hydraulique situé sous les rues Hélène Boucher et Garigliano de manière à augmenter sa section d'écoulement dans le secteur et d'accroître le débit passant à 85 m³/s pour 51 m³/s actuellement. Cette opération est située dans l'emprise du projet du PEM et, de fait, est rendue obligatoire afin de pérenniser ce nouveau complexe (cf. Avis délibéré de l'autorité environnementale N°2018-45 adopté lors de la séance du 25 juillet 2018).

Le recalibrage du Malvan constitue une condition incontournable du projet de restructuration des voiries dans ce secteur car l'ensemble des réseaux pluviaux y sont collectés (mesure compensatoire du projet PEM).

Afin de mener à bien ces projets en zone urbaine très dense et compte tenu de la présence de nombreux réseaux implantés sous le domaine public, des dévoiements vont être entrepris par les concessionnaires dans l'intérêt général.

A ce titre, la C.A.S.A. a été consultée afin de prendre à sa charge le dévoiement de ses ouvrages de collecte des eaux usées sur la rue Hélène Boucher.

L'interaction avec le projet du PEM impose de mutualiser ces aménagements avec les travaux de restauration capacitaire du Malvan afin d'optimiser les coûts.

De plus, le planning général de l'opération étant complexe, il est nécessaire que la C.A.S.A. délègue au SMIAGE Maralpin sa maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'assainissement afin de mener à bien le dévoiement du réseau communautaire.

Conformément aux dispositions de l'article L2422-1 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage peut confier par contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage à un mandataire l'exercice, en son nom et pour son compte, de tout ou partie de ses attributions.

Conformément à l'article 3 de ses statuts, modifiés en comité syndical le 11 avril 2019, le SMIAGE est habilité à effectuer des prestations de service pour le compte de ses membres se rapportant à son objet. Dans le cadre d'une délégation de maîtrise d'ouvrage au sens de la loi MOP n° 85-704 du 12 juillet 1985, le SMIAGE délégataire et la collectivité délégante établissent une convention de mandat définissant l'intitulé du projet d'études ou de travaux, l'enveloppe financière et les modalités de la délégation.

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1. OBJET

Le maître d'ouvrage a décidé d'entreprendre la réalisation des travaux de dévoiement des réseaux communautaires nécessaires à la restauration capacitaire du Malvan conformément au programme et à l'enveloppe financière prévisionnelle définis ci-après à l'article 2.

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L2422-1 du Code de la Commande Publique, de confier au mandataire, qui l'accepte, le soin de réaliser cette opération au nom et pour le compte du maître de l'ouvrage dans les conditions fixées ci-après.

ARTICLE 2. PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE – DÉLAIS

2.1. Programme détaillé et enveloppe financière

L'emprise de l'opération est définie par l'annexe 1 à la présente convention.

Compte-tenu de la concomitance de l'opération avec les travaux du PEM et afin de s'adapter au mieux aux contraintes de phasage, le marché de travaux est divisé en deux tranches:

- Tranche ferme :
 - o Tronçon Amont, sous l'avenue Hélène Boucher (linéaire 350 m) ;
 - o Tronçon Médian, sous les ouvrages A8 et SNCF (linéaire 140 m).
- Tranche optionnelle :
 - o Tronçon Aval, à partir du chemin de Destourbes, sous la rue du Garigliano, jusqu'au seuil en amont de la confluence avec la Cagne (linéaire 160 m).

L'enveloppe financière prévisionnelle et l'échéancier des dépenses associé de l'opération et son contenu détaillé sont définis par l'annexe 2 à la présente convention.

Le mandataire s'engage à réaliser l'opération dans le strict respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle ainsi définis qu'il accepte. Dans le cas où, au cours de la mission, le maître d'ouvrage estimerait nécessaire d'apporter des modifications au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle, un avenant à la présente convention devra être conclu avant que le mandataire puisse mettre en œuvre ces modifications.

2.2. Délais

Le mandataire s'engage à mettre l'ouvrage à la disposition du maître de l'ouvrage au plus tard à l'expiration d'un délai de 36 mois à compter de la notification de la présente convention.

Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont le mandataire ne pourrait être tenu pour responsable. La date d'effet de la mise à disposition de l'ouvrage est déterminée dans les conditions fixées à l'article 9.

La remise des dossiers complets relatifs à l'opération ainsi que du bilan général établi par le mandataire, devra s'effectuer dans le délai de six mois suivant l'expiration du délai de parfait achèvement des ouvrages.

Tout délai commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Lorsque ce délai est fixé en jours, il s'entend en jours de calendrier et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième à quantième.

S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 3. MODALITES D'EXERCICE DE LA MAITRISE D'OUVRAGE UNIQUE

Le SMIAGE assume, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, toutes les responsabilités attachées à la fonction de maître d'ouvrage et mettra en œuvre les règles qui lui sont applicables, en particulier pour la passation des marchés publics à intervenir et en tenant compte des stipulations de la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage qui le lie à la C.A.S.A.

A ce titre, les instances décisionnaires pour l'attribution des marchés sont celles du SMIAGE.

L'exercice de la délégation de maîtrise d'ouvrage par le SMIAGE s'achèvera, pour chaque travail ou ouvrage, à la date de réception des travaux selon les modalités fixées à l'article 9 de la présente convention.

Pendant toute cette durée, le SMIAGE exercera l'ensemble des droits et obligations du maître d'ouvrage tels que définis par la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 pour les travaux qu'elle aura réalisés. Notamment, en sa qualité de maître d'ouvrage unique, le SMIAGE conclut en son nom et sous sa responsabilité, tous contrats et marchés, en assure la gestion et procède à la rémunération des prestataires. À l'occasion de la réception des travaux, la C.A.S.A. donnera quitus au SMIAGE de sa mission de maîtrise d'ouvrage qu'elle aura exercée ou fera toute observation sur l'exercice de celle-ci.

ARTICLE 4. MODE DE FINANCEMENT – ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL DES DÉPENSES ET DES RECETTES

Le maître de l'ouvrage s'engage à assurer le financement de l'opération selon le plan de financement prévisionnel figurant en annexe 2 à la présente convention.

Les dépenses afférentes aux dévoiements des réseaux objets de la présente convention, tels que définis ci-dessus, sont payées directement par le SMIAGE au titulaire des marchés concernés pour leur montant TTC.

La C.A.S.A. s'engage à assurer le remboursement intégral de leurs montants TTC au SMIAGE. Elle procédera au remboursement au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur présentation des titres de recettes émis par le SMIAGE, accompagnés des pièces justificatives fixées par l'article D.1617-19 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour ce qui concerne les travaux, le montant total de ces remboursements sera fixé par avenant à la présente convention signée entre les parties après attribution des marchés de travaux. Toute variation du coût devra préalablement avoir été expressément validée par la C.A.S.A.

Toutefois, une avance forfaitaire de 30 % du montant des dévoiements des réseaux communautaires sera versée au délégataire dès la notification de la tranche ferme et à l'affermissement de la tranche optionnelle. Cette avance sera progressivement décomptée des situations émises par le SMIAGE.

ARTICLE 5. PERSONNE HABILITÉE A ENGAGER LE MANDATAIRE

Pour l'exécution des missions confiées au mandataire, celui-ci sera représenté par M. MARRO qui sera seul habilité à engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention. Dans tous les actes et contrats passés par le mandataire, celui-ci devra systématiquement indiquer qu'il agit au nom et pour le compte du maître d'ouvrage.

ARTICLE 6. CONTENU DE LA MISSION

La mission porte sur les éléments suivants :

- Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera étudié et réalisé,
- Préparation du choix des maîtres d'œuvre,
- Signature et gestion des marchés de maîtrise d'œuvre, - versement de la rémunération des maîtres d'œuvre,
- Préparation du choix du contrôleur technique et autres prestataires d'étude ou d'assistance au maître d'ouvrage,
- Signature et gestion des marchés de contrôle technique d'étude ou d'assistance au maître d'ouvrage,
- Versement de la rémunération du contrôleur technique et autres prestataires d'études ou d'assistance au maître d'ouvrage,

- Préparation du choix puis signature et gestion du contrat d'assurance de dommages,
- Préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs,
- Signature et gestion des marchés de travaux et fournitures, - versement de la rémunération des entreprises et fournisseurs,
- Réception des travaux,
- Gestion financière et comptable de l'opération,
- Gestion administrative,
- Actions en justice, et d'une manière générale tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

6.1. Communication et suivi du déroulement de l'opération

Le SMIAGE est tenu d'apporter à la C.A.S.A. une information régulière sur l'avancement de l'opération. La définition d'interlocuteurs uniques SMIAGE et C.A.S.A. permettra d'assurer une communication optimale.

Durant la phase de conception, le SMIAGE présentera pour validation à la C.A.S.A. tous les documents des phases d'études y compris les notes, rapport et démarches utiles (AVP, PRO, DCE, RAO, autorisations nécessaires, démarches de concertations, etc.).

Durant la phase travaux, le SMIAGE invitera la C.A.S.A. aux réunions de maîtrise d'ouvrage, aux réunions de chantiers, sollicitera l'aval de la C.A.S.A. pour la validation des choix techniques.

Le SMIAGE assurera la communication externe liée au projet porté. Cela comprend tous les axes de communications (panneaux d'information, communiqué de presse, tracts, etc.). Les supports de communication devront faire apparaître les différents acteurs du projet (noms et logos) dont la C.A.S.A.

La réception de travaux fera l'objet d'une réunion préalable de vérification de l'état de l'opération et documents associés à cette phase. La réception sera réalisée avec la C.A.S.A. et l'aval de la collectivité sera indispensable à la prononciation de la réception.

6.2. Phase conception

- Missions du maître d'ouvrage délégué (SMIAGE)
 - o Définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et réalisés ; étude de maîtrise d'œuvre de l'opération,
 - o Gestion des concertations inhérentes au projet impliquant les coordinations éventuelles des concessionnaires tiers,
 - o Réalisation des études AVP, PRO, DCE, ACT y compris les notes et rapports relatifs aux démarches et autorisations administratives nécessaires à l'exécution du projet,
 - o Transmission à la C.A.S.A. de l'intégralité des rapports d'études pour validation,
 - o Représentation du maître d'ouvrage vis-à-vis des tiers pour l'exécution du projet.
- Attributions de la collectivité (C.A.S.A.)
 - o Approbation des études phase d'études (AVP, PROJET, DCE) ; réputées validées en l'absence de réponse dans un délai de trois semaines après réception du dossier,

A l'issue de la phase conception, la C.A.S.A. bénéficiera d'un libre accès aux résultats desdites études de conception. Le SMIAGE s'engage à transférer à la C.A.S.A. l'ensemble des droits relatifs à la propriété intellectuelle des études à compter de la signature du constat de remise des ouvrages.

Ainsi, le SMIAGE accordera ou fera en sorte que soit accordé à la C.A.S.A. un droit d'exploitation de tous les documents, procédures et systèmes pour toute utilisation relative à la conception, la

construction, l'entretien, la maintenance et l'exploitation des réseaux concernés par la présente convention.

Les parties s'entendent sur le fait que le SMIAGE continuera à bénéficier d'un libre accès aux résultats desdites études.

6.3. Passation des marchés publics

- Missions du maître d'ouvrage délégué (SMIAGE)
 - o Analyse des candidatures et si une procédure négociée est mise en place, la C.A.S.A. sera conviée à cette étape. Aussi, le SMIAGE transmettra à la C.A.S.A. les informations et échanges au cours de l'analyse des offres.
 - o Transmission à la C.A.S.A. l'intégralité du rapport d'analyse des offres avant passation en commission d'appel d'offre pour validation.
- Attributions de la collectivité (C.A.S.A.)
 - o Approbation expresse du choix des titulaires des contrats à passer par le délégataire sur la remise du rapport d'analyse des offres au plus tard 2 jours ouvrés avant la commission d'appel d'offre.

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu d'appliquer les règles applicables au maître d'ouvrage, figurant au livre IV du Code de la Commande Publique.

6.4. Phase travaux

- Missions du maître d'ouvrage délégué (SMIAGE)
 - o Gestion administrative, technique et financière de l'opération ; mission de maîtrise d'ouvrage déléguée et de maîtrise d'œuvre de l'opération,
 - o Gestion de l'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination de l'opération ; coordination et interfaces des différents chantiers,
 - o Organisation des réunions de chantier, de la coordination sécurité et protection de la santé ;
 - o Diffusion du compte-rendu de chantier hebdomadaire et note de synthèse d'avancement mensuel à la C.A.S.A.,
 - o Contrôle de l'activité des prestataires ; suivi d'exécution technique et financier,
 - o Contrôle de l'activité des prestataires ; suivi d'exécution,
 - o Proposition des situations de travaux mensuelles comprenant les justificatifs adéquats, le cumul des précédentes situations ainsi que la mise à jour de l'échéancier financier,
 - o Proposition du décompte général définitif (DGD) comprenant les justificatifs adéquats, à la C.A.S.A. pour validation.
- Attributions de la collectivité (C.A.S.A.)
 - o Participation aux réunions de chantier,
 - o Validation des études d'exécution réputées validées en l'absence de réponse de la C.A.S.A. dans un délai d'une semaine après réception du dossier,
 - o Validation des situations de travaux mensuelles et du DGD réputés validés en l'absence de réponse de la C.A.S.A. dans un délai d'une semaine après réception du dossier.

Le SMIAGE pourra soumettre à l'approbation de la C.A.S.A. toutes adaptations ou solutions qui lui apparaîtraient opportunes ou nécessaires techniquement ou financièrement pour l'opération.

Toute modification de programme à l'initiative du maître d'ouvrage délégué affectant les travaux ou parties d'ouvrages destinés à la C.A.S.A. et pouvant entraîner un dépassement significatif de

l'enveloppe financière prévue par la C.A.S.A. au titre des présentes, sera subordonnée à son accord préalable.

Cet accord devra intervenir sous forme écrite dans les meilleurs délais et au plus tard 15 jours calendaires à compter de la saisine écrite par le SMIAGE accompagnée du rapport faisant état des modifications, des enjeux et impacts.

Le SMIAGE organisera, dans le respect du code de la commande publique et des textes pris pour son application, l'ensemble des procédures et des actes nécessaires à la réalisation de l'opération objet de la convention. Notamment, il signera et notifiera les marchés, suivra leur exécution administrative, technique et financière.

6.5. Réception des travaux et remise des ouvrages

- Missions du maître d'ouvrage délégué (SMIAGE)
 - o Convocation de la C.A.S.A. pour la réalisation d'une réunion spécifique pour les opérations préalables la réception (OPR) ; vérification de conformité des travaux sur site et des documents nécessaires à la réception,
 - o Convocation de la C.A.S.A. à la réception de chantier,
 - o Etablissement d'un projet de procès-verbal de réception des travaux qui sera transmis par courrier recommandé avec accusé de réception à la C.A.S.A.,
 - o En cas de réserves de la C.A.S.A., le SMIAGE convoquera la C.A.S.A. aux opérations préalables à la levée des réserves,
 - o Etablissement d'un procès-verbal de remise des ouvrages, d'un plan de récolement. En cas de réserves, il appartiendra au SMIAGE d'établir la main levée des réserves et de la signer.
 - o Les ouvrages réalisés pour le compte de la C.A.S.A. feront l'objet d'une remise par le SMIAGE d'un dossier des ouvrages exécutés détaillé comprenant en outre le bilan financier, le PV de réception, les demandes d'agrément validés, les notes de calculs, le plan de récolement des ouvrages, les rapports des tests de conformité.

Le maître d'ouvrage délégué fournira à la collectivité toutes les pièces justificatives nécessaires à l'intégration dans sa comptabilité des opérations portant sur son patrimoine.

- Attributions de la collectivité (C.A.S.A.)
 - o Approbation du projet de procès-verbal ou émissions des réserves dans un délai de 20 jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception.
 - o Approbation de la réception de chantier ; réputée validée en l'absence de réponse de la C.A.S.A. dans un délai de deux semaines après réception du dossier,
 - o Gestion des différentes garanties à compter de la réception des ouvrages,
 - o Intégration des ouvrages dans le patrimoine C.A.S.A.

Jusqu'à la date de réception des travaux et des levées de réserves, le SMIAGE sera chargé de la mise en jeu des garanties contractuelles et légales et de régler les litiges afférents. Après cette date, ces obligations relèveront de la responsabilité de la C.A.S.A.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires. Le mandataire devra donc laisser libre accès au maître d'ouvrage et à ses agents à tous les dossiers concernant l'opération ainsi qu'aux chantiers. Toutefois, le maître d'ouvrage ne pourra faire ses observations qu'au mandataire et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celui-ci.

ARTICLE 7. GESTION DES OUVRAGES

Les ouvrages sont mis à la disposition du maître d'ouvrage après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que le mandataire ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

Toutefois si, du fait du mandataire, la mise à disposition ne pouvait intervenir dans le délai fixé à l'article 2.2, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'occuper l'ouvrage. Il devient alors responsable de la garde de l'ouvrage ou de la partie qu'il occupe.

Dans ce cas, il appartient au mandataire de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux. Le mandataire reste tenu à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal signé du maître d'ouvrage et du mandataire. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

La mise à disposition d'ouvrage transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant au maître d'ouvrage.

Entrent dans la mission du mandataire la levée des réserves de réception et, sous réserve des dispositions de l'article 41.6, la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles ; le maître d'ouvrage doit lui laisser toutes facilités pour assurer ces obligations. Toutefois, en cas de litige au titre des garanties biennale ou décennale, toute action contentieuse reste de la seule compétence du maître d'ouvrage.

Le mandataire ne peut être tenu pour responsable des difficultés qui résulteraient d'une mauvaise utilisation de l'ouvrage remis ou d'un défaut d'entretien.

Sauf dans le cas prévu au 3° alinéa ci-dessus, la mise à disposition intervient à la demande du mandataire. Dès lors qu'une demande a été présentée, le constat contradictoire doit intervenir dans le délai d'un mois maximum de la réception de la demande par le maître d'ouvrage.

La mise à disposition prend effet 5 jours après la date du constat contradictoire.

Dès que la réception des ouvrages a été prononcée et approuvée par la C.A.S.A., cette dernière s'engage à accepter les ouvrages et à en être le seul maître d'ouvrage et gestionnaire à compter de la date du procès-verbal de remise des ouvrages.

ARTICLE 8. MODALITES FINANCIERES :

Le SMIAGE assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

La C.A.S.A. participe financièrement à l'opération conformément aux dispositions de la présente convention et de son annexe 2 dans les conditions suivantes :

- Estimation de l'opération : l'enveloppe financière prévisionnelle est déterminée par le SMIAGE et figure dans l'annexe 2.
- Prix nouveaux dans l'annexe 3.
- Règlement et paiements : mensuel – établissement de titres de recettes par le SMIAGE représentant le montant TTC des travaux avec les justificatifs adéquats.

ARTICLE 9. ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La présente convention entrera en vigueur après signature des parties et envoi en préfecture. Elle est conclue pour toute la durée des travaux décrits à l'article 2 et s'achèvera à l'achèvement de la mission considérant :

- La réception des ouvrages et levée des réserves de réception le cas échéant,
- Mise à disposition des ouvrages,
- Remise des dossiers des ouvrages exécutés comportant tous documents contractuels, techniques, administratifs, relatifs aux ouvrages,
- Établissement du bilan général et définitif de l'opération et acceptation par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage doit notifier sa décision au mandataire dans les quatre mois suivant la réception de la demande de quitus.

Si à la date du quitus il subsiste des litiges entre le mandataire et certains de ses cocontractants au titre de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 10. LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation, à la validité ou à l'exécution de la présente que les parties ne parviendraient pas à résoudre à l'amiable sera soumis au Tribunal Administratif de Nice.

ARTICLE 11. ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente, les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs.

Toute notification, ou avenant ultérieur, devra être fait à ces adresses, sauf changement dûment notifié aux autres parties.

Fait à Nice en 3 exemplaires, le

**Pour la C.A.S.A.
Le Président,**

**Pour le SMIAGE,
Le Président**

Jean LEONETTI

Charles Ange GINESY

ANNEXE 1 :

Emprise projet.

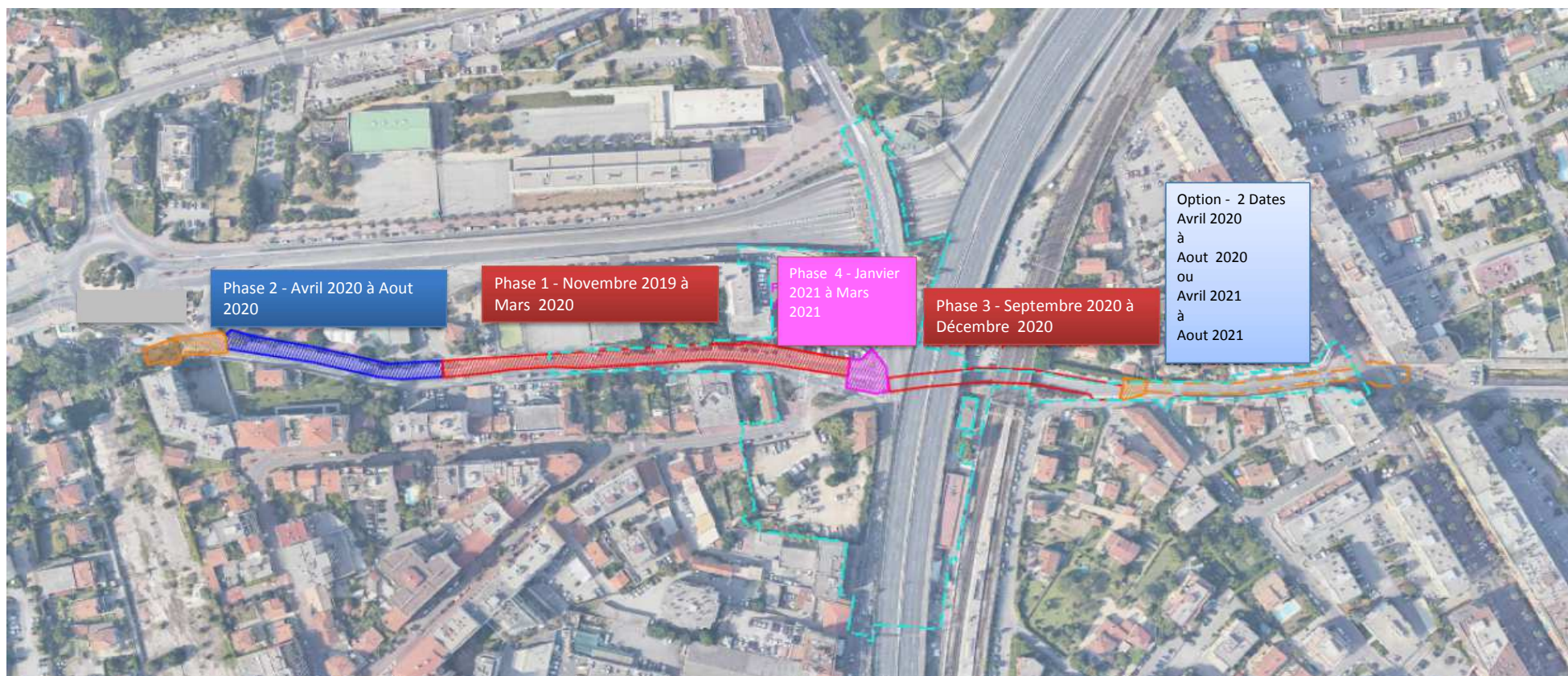
ANNEXE 2 :

Enveloppe financière prévisionnelle et Échéancier des dépenses et recettes

ANNEXE 3 :

Prix nouveaux.

Travaux de restauration capacitaire du MALVAN - Phasage travaux sur emprise PEM



ANNEXE 2: Enveloppe financière prévisionnelle**Part SIA -CASA**

N°	Prix Nouveaux	Unité	Qte	Prix Unitaire	Total HT
PN 09	Supportage canalisation EU dans Transition	ft	1	39 741,00 €	39 741,00 €
PN 10	Supportage canalisation EU dans Confluence	ft	1	40 066,00 €	40 066,00 €
PN 22	Création d'ouverture 800*800 au niveau canalisation EU 400	U	9	3 368,00 €	30 312,00 €
PN 23	Reprise du siphon EU CASA	ft	1	40 558,00 €	40 558,00 €
PN24	Rotation des T EU CASA	ft	9	8 897,00 €	80 073,00 €
					230 750,00 €
TOTAL H.T					230 750,00 €
TVA					46 150,00 €
TOTAL T.T.C					276 900,00 €

Echéancier prévisionnelle des dépenses et des recettes

	Montant H.T	2021		
		tr1	tr2	tr3
EU SIA-CASA	230 750,00 €	115 375,00 €	115 375,00 €	
	230 750,00 €	115 375,00 €	115 375,00 €	- €

N° de prix : PN 09 **REV :** A **Unité :** ft
Date : 20/05/2020
Vente Totale : 39 741,00
Quantité au D.E : 1,000
Rendement : 1,000
Libellé : Supportage provisoire pour canalisation EU - Ouvrage de Transition

Désignation	Unité	Quantité ou durée d'utilisation 1	Main d'oeuvre		Matériels		Fournitures et Matières consommables		Divers tiers et Prestations		TOTAL Travaux propres 11	Travaux sous-traités	
			Coût à l'unité 2	Total 3=(1)*(2)	Prix unit. 4	Total 5=(1)*(4)	Prix unit. 6	Total 7=(1)*(6)	Prix unit. 8	Total 9=(1)*(8)		12	Total 13=(1)*(12)
MO - CE	Jrs	8,000	340,00	2 720,00							2 720,00		
MO - GC	Jrs	16,000	280,00	4 480,00							4 480,00		
LOC - GRUE 55 T YC CHAUFF+CARBURANT+MAD	JRS	4,000			1 050,00	4 200,00					4 200,00		
LOC - CAMION GRUE YC CHAUFF+CARBURANT+M	JRS	4,000			680,00	2 720,00					2 720,00		
LOC - TOUR ETAIEMENT PROVISOIRE	Ft	1,000			3 500,00	3 500,00					3 500,00		
LOC - HEB 400	Ft	1,000					4 950,00	4 950,00			4 950,00		
FRS - SANGLES & DIVERS	Ft	1,000					1 500,00	1 500,00			1 500,00		
BET / D2i - Etudes et Méthodes	ft	1,000							6 500,00	6 500,00	6 500,00		

TRAVAUX PROPRES

		Total 11 / Qté du rendement	30 570,00
K1 - Frais de chantier,	en % de (11+K1+K2+K3) :	12,00 %	soit 3 668,40
K2 - Frais Généraux,	en % de (11+K1+K2+K3) :	15,00 %	soit 4 585,50
K3 - Bénéfice, Aléas	en % de (11+K1+K2+K3) :	3,00 %	soit 917,10

Total frais : 30,00 % soit 9 171,00

Prix de vente HT (A) : 39 741,00

PRIX DE VENTE HORS TAXES (A+B) : 39 741,00

PRIX DE VENTE ARRONDI A : 39 741,00 €

TRAVAUX SOUS-TRAITES

		Total 13 / Qté du rendement	
K4 - Frais de chantier,	en % de (11+K4+K5+K6) :	12,00 %	soit
K5 - Frais Généraux,	en % de (11+K4+K5+K6) :	15,00 %	soit
K6 - Bénéfice, aléas	en % de (11+K4+K5+K6) :	3,00 %	soit

Total frais : 30,00 % soit - €

Prix de vente HT (B) :

N° de prix : PN 10 **REV :** A **Unité :** ft
Date : 20/05/2020
Vente Totale : 40 066,00
Quantité au D.E : 1,000
Rendement : 1,000
Libellé : Supportage provisoire pour canalisation EU - Ouvrage de Confluence

Désignation	Unité	Quantité ou durée d'utilisation 1	Main d'oeuvre		Matériels		Fournitures et Matières consommables		Divers tiers et Prestations		TOTAL Travaux propres 11	Travaux sous-traités	
			Coût à l'unité 2	Total 3=(1)*(2)	Prix unit. 4	Total 5=(1)*(4)	Prix unit. 6	Total 7=(1)*(6)	Prix unit. 8	Total 9=(1)*(8)		12	Total 13=(1)*(12)
MO - CE	Jrs	8,000	340,00	2 720,00							2 720,00		
MO - GC	Jrs	20,000	280,00	5 600,00							5 600,00		
LOC - GRUE 55 T YC CHAUFF+CARBURANT+MAD	JRS	3,000			1 050,00	3 150,00					3 150,00		
LOC - CAMION GRUE YC CHAUFF+CARBURANT+M	JRS	5,000			680,00	3 400,00					3 400,00		
LOC - TOUR ETAIEMENT PROVISOIRE	Ft	1,000			3 500,00	3 500,00					3 500,00		
LOC - HEB 400	Ft	1,000					4 450,00	4 450,00			4 450,00		
FRS - SANGLES & DIVERS	Ft	1,000					1 500,00	1 500,00			1 500,00		
BET / D2i - Etudes et Méthodes	ft	1,000							6 500,00	6 500,00	6 500,00		
TOTAL			M.d'O.	8 320,00	Matér.	10 050,00	Fourn.	5 950,00	Consom.	6 500,00	30 820,00		

TRAVAUX PROPRES

		Total 11 / Qté du rendement	30 820,00
K1 - Frais de chantier,	en % de (11+K1+K2+K3) :	12,00 %	soit 3 698,40
K2 - Frais Généraux,	en % de (11+K1+K2+K3) :	15,00 %	soit 4 623,00
K3 - Bénéfice, Aléas	en % de (11+K1+K2+K3) :	3,00 %	soit 924,60

Total frais : 30,00 % soit 9 246,00

Prix de vente HT (A) : 40 066,00

PRIX DE VENTE HORS TAXES (A+B) : 40 066,00

PRIX DE VENTE ARRONDI A : 40 066,00 €

TRAVAUX SOUS-TRAITES

		Total 13 / Qté du rendement	
K4 - Frais de chantier,	en % de (11+K4+K5+K6) :	12,00 %	soit
K5 - Frais Généraux,	en % de (11+K4+K5+K6) :	15,00 %	soit
K6 - Bénéfice, aléas	en % de (11+K4+K5+K6) :	3,00 %	soit

Total frais : 30,00 % soit - €

Prix de vente HT (B) :

N° de prix : 022

REV : C

Unité : U

Date : 29/09/2020

Vente Totale : 30 312,00

Quantité au D.E : 9,000

Rendement : 5,000

Libellé : Création d'ouverture diamètre 800 sur le cadre existant au niveau de la canalisation EU CASA DN 400 + Tampons type PMAREX D400

Désignation	Unité	Quantité ou durée d'utilisation 1	Main d'oeuvre		Matériels		Fournitures et		Divers tiers et		TOTAL Travaux propres 11	Travaux	
			Coût à l'unité 2	Total 3=(1)*(2)	Prix unit. 4	Total 5=(1)*(4)	Matières consommables		Prestations			12	Total 13=(1)*(12)
							Prix unit. 6	Total 7=(1)*(6)	Prix unit. 8	Total 9=(1)*(8)			
MO - CE	Jrs	3,000	340,00	1 020,00							1 020,00	704,00	3 520,00
MO - VRD	Jrs	3,000	280,00	840,00							840,00		
MO - ENGINs	JRS	0,200	280,00	56,00							56,00		
PELLE CHENILLE 35/45T	JRS	0,200			875,00	175,00					175,00		
LOC - CAMION 8X4- EXT	JRS	0,200			550,00	110,00					110,00		
PROTECTION PHYSIQUE CANALISATION	U	5,000					500,00	2 500,00			2 500,00		
BETON C20/25 RENDU CHANTIER	M3	2,000					115,00	230,00			230,00		
DIVERS FOURNITURES SCELLEMENTS TAMPON	U	5,000					80,00	400,00			400,00		
ENROBES 0/6 REPRISE VOIRIE	T	2,500					100,00	250,00			250,00		
TRAVAUX DE SCIAGE 800*800	U	5,000											
TAMPON D400 EU FONTE	U	5,000					520,00	2 600,00			2 600,00		
DECHARGE CLASSE III - ISDI - CLOTEREL	TO	6,250							13,40	83,75	83,75		
TOTAL			M.d'O.	1 916,00	Matér.	285,00	Fourn.	5 980,00	Consom.	83,75	8 264,75		3 520,00

TRAVAUX PROPRES

		Total 11 / Qté du rendement	1 652,95
K1 - Frais de chantier,	en % de (11+K1+K2+K3) :	12,00 % soit	283,36
K2 - Frais Généraux,	en % de (11+K1+K2+K3) :	15,00 % soit	354,20
K3 - Bénéfice, Aléas	en % de (11+K1+K2+K3) :	3,00 % soit	70,84
Total frais :		30,00 % soit	708,41

Prix de vente HT (A) : 2 361,36

PRIX DE VENTE UNITAIRE HORS TAXES (A+B) : 3 367,07

PRX DE VENTE UNITAIRE ARRONDI A : 3 368,00 €

TRAVAUX SOUS-TRAITES

		Total 13 / Qté du rendement	704,00
K4 - Frais de chantier,	en % de (11+K4+K5+K6) :	12,00 % soit	120,69
K5 - Frais Généraux,	en % de (11+K4+K5+K6) :	15,00 % soit	150,86
K6 - Bénéfice, aléas	en % de (11+K4+K5+K6) :	3,00 % soit	30,17
Total frais :		30,00 % soit	301,71 €

Prix de vente HT (B) : 1 005,71

N° de prix : 23 REV : A Unité : ft

Date : 07/08/2020

Vente Totale : 40 558,00

Quantité au D.E : 1,000

Rendement : 1,000

Libellé : Création d'un siphon sur réseaux EU dn 400 fonte CASA

Désignation	Unité	Quantité ou durée d'utilisation 1	Main d'oeuvre		Matériels		Fournitures et		Divers tiers et		TOTAL Travaux propres 11	Travaux	
			Coût à l'unité 2	Total 3=(1)*(2)	Matières consommables		Prestations		sous-traités				
					Prix unit. 4	Total 5=(1)*(4)	Prix unit. 6	Total 7=(1)*(6)	Prix unit. 8	Total 9=(1)*(8)		Prix unit. 12	Total 13=(1)*(12)
MO - CE	Jrs	5,000	340,00	1 700,00							1 700,00		
MO - VRD	Jrs	10,000	280,00	2 800,00							2 800,00		
MO - ENGINs	JRS	3,000	280,00	840,00							840,00		
PELLE CHENILLE 35/45T	JRS	3,000			875,00	2 625,00					2 625,00		
LOC - CAMION 8X4- EXT	JRS	2,000			550,00	1 100,00					1 100,00		
LOC-GRPE POMPAGE COMPLET	Ms	1,000			6 500,00	6 500,00					6 500,00		
BETON C20/25 RENDU CHANTIER	M3	3,000					115,00	345,00			345,00		
REGARD CIRCULAIRE+DALLE RED+TP	U	3,000					700,00	2 100,00			2 100,00		
TUYAU INTEGRAL DN400	ML	24,000					160,00	3 840,00			3 840,00		
JOINT CGS DN400	U	8,000					425,00	3 400,00			3 400,00		
MANCHONS POUR RACCORDEMENT	U	2,000					670,00	1 340,00			1 340,00		
COUDES DN400	U	3,000					600,00	1 800,00			1 800,00		
TOTAL			M.d'O.	5 340,00	Matér.	10 225,00	Fourn.	12 825,00	Consom.		28 390,00		

TRAVAUX PROPRES

Total 11 / Qté du rendement 28 390,00

K1 - Frais de chantier,	en % de (11+K1+K2+K3) :	12,00	%	soit	4 866,86
K2 - Frais Généraux,	en % de (11+K1+K2+K3) :	15,00	%	soit	6 083,57
K3 - Bénéfice, Aléas	en % de (11+K1+K2+K3) :	3,00	%	soit	1 216,71

Total frais : 30,00 % soit 12 167,14

Prix de vente HT (A) : 40 557,14

PRIX DE VENTE UNITAIRE HORS TAXES (A+B) : 40 557,14

PRIX DE VENTE UNITAIRE ARRONDI A : 40 558,00 €

TRAVAUX SOUS-TRAITES

Total 13 / Qté du rendement

K4 - Frais de chantier,	en % de (11+K4+K5+K6) :	12,00	%	soit	
K5 - Frais Généraux,	en % de (11+K4+K5+K6) :	15,00	%	soit	
K6 - Bénéfice, aléas	en % de (11+K4+K5+K6) :	3,00	%	soit	

Total frais : 30,00 % soit - €

Prix de vente HT (B) :

N° de prix : 24 REV : D Unité : U Date : 15/12/2020

Vente Totale : 80 073,00
Quantité au D.E : 9,000
Rendement : 9,000

Libellé : Réalisation des rotations des Té sur le réseaux EU CASA

Désignation	Unité	Quantité ou durée d'utilisation 1	Main d'oeuvre		Matériels		Fournitures et Matières consommables		Divers tiers et Prestations		TOTAL Travaux propres 11	Travaux sous-traités	
			Coût à l'unité 2	Total 3=(1)*(2)	Prix unit. 4	Total 5=(1)*(4)	Prix unit. 6	Total 7=(1)*(6)	Prix unit. 8	Total 9=(1)*(8)		Prix unit. 12	Total 13=(1)*(12)
MO - CE (nuit)	nuit	7,000	510,00	3 570,00							3 570,00		
MO - VRD (nuit)	nuit	7,000	420,00	2 940,00							2 940,00		
MO - ENGINS	nuit	7,000	420,00	2 940,00							2 940,00		
MAT-MINI PELLE 5To	Jour	7,000			150,00	1 050,00					1 050,00		
PROTECTION DU COURS D'EAU	FT	1,000					950,00	950,00			950,00		
TRAVAUX DE POMPAGE YC HYDROCURAGE	FT	1,125							9 000,00	10 125,00	10 125,00		
PLOMBIER (y/c soudures)	U	9,000										2 490,00	22 410,00
MANCHON GGS ASSAINISSEMENT D400 INTEGRAL	U	18,000										670,00	12 060,00
TOTAL			M.d'O.	9 450,00	Matér.	1 050,00	Fourn.	950,00	Consom.	10 125,00	21 575,00		34 470,00

TRAVAUX PROPRES

		Total 11 / Qté du rendement	2 397,22
K1 - Frais de chantier,	en % de (11+K1+K2+K3) :	12,00 %	soit 410,95
K2 - Frais Généraux,	en % de (11+K1+K2+K3) :	15,00 %	soit 513,69
K3 - Bénéfice, Aléas	en % de (11+K1+K2+K3) :	3,00 %	soit 102,74
Total frais :		30,00 %	soit 1 027,38

Prix de vente HT (A) : **3 424,60**

PRIX DE VENTE UNITAIRE HORS TAXES (A+B) : **8 896,03**

PRIX DE VENTE UNITAIRE ARRONDI A : **8 897,00 €**

TRAVAUX SOUS-TRAITES

		Total 13 / Qté du rendement	3 830,00
K4 - Frais de chantier,	en % de (11+K4+K5+K6) :	12,00 %	soit 656,57
K5 - Frais Généraux,	en % de (11+K4+K5+K6) :	15,00 %	soit 820,71
K6 - Bénéfice, aléas	en % de (11+K4+K5+K6) :	3,00 %	soit 164,14
Total frais :		30,00 %	soit 1 641,43 €

Prix de vente HT (B) : **5 471,43**

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 22/02/2021
Numéro : CC_2021_012
Nature : DE - Deliberations
Objet : Travaux de recalibrage du MALVAN à Cagnes-sur-Mer -
Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage au
SMIAGE
Matière : 8.8 - Environnement
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 0W7u5q9

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 03/03/2021
Identifiant : 006-240600585-20210222-CC_2021_012-DE

Acte reçu

Date : 22/02/2021
Numéro interne : CC_2021_012
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 8
Objet : Travaux de recalibrage du MALVAN à Cagnes-sur-Mer - Convention de délégation de
maîtrise d'ouvrage au SMIAGE
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210222-CC_2021_012-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_012-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_012-DE-1-1_3.PDF
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_012-DE-1-1_4.PDF
99_SE-006-240600585-20210222-CC_2021_012-DE-1-1_5.PDF

N